

PLAN DE COURS

POLITIQUES SOCIALES ET INTERVENTION SOCIALE - TRS 1020 (GROUPE 20)

ÉCOLE DE TRAVAIL SOCIAL, AUTOMNE 2017

Professeure : Lucie Dumais
Tél. - courriel: 987-3000 poste 2458 - dumais.lucie@uqam.ca
Salle de cours :
Horaire : Mardi, 18h à 21h (g20)

DESCRIPTEUR DU COURS

Ce cours permet aux étudiantes et étudiants d'acquérir des connaissances de base sur les principales politiques sociales en vigueur au Québec et au Canada, ainsi que d'utiliser certains concepts clés d'analyse. Il présente l'évolution de ces politiques couplée à celle de l'État-providence, et aborde certains modèles ailleurs dans le monde. Les politiques sociales constituent un vaste champ d'investigation pour le travail social. Les mesures monétaires (protection et soutien du revenu) et de services (aide, accompagnement, services spécialisés) sont examinées à travers l'étude des programmes d'assurance-emploi et d'assistance sociale, du réseau de la santé et des services sociaux, du logement social et de l'hébergement, ou encore de politiques concernant la famille, la jeunesse, les personnes âgées, les personnes handicapées, les immigrants. Le cours permet d'examiner les effets des politiques sur la population, sur l'intervention sociale et sur la vision qu'on se fait de l'État.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

1. Avoir une connaissance de base sur le développement des politiques sociales (PS).
2. Avoir une connaissance de base des principales politiques sociales au Québec et au Canada.
3. Identifier les impacts des politiques à trois niveaux : sur la population (ou sous-population), sur les professionnels de l'intervention, sur l'évolution de la société (et de l'État)
4. S'approprier une méthode d'analyse des PS en deux dimensions :
 - 4.1. Dimension générale (macro) axée sur le rôle de l'État et des « acteurs » collectifs dans la genèse de PS et de solutions aux problèmes sociaux. (P.ex. : Qu'est-ce que l'État-providence? Est-il l'arbitre entre acteurs - partis politiques, organismes communautaires, corporations professionnelles, syndicats, entreprises? L'État agit-il en fonction de valeurs ou de forces économiques? Par quelles étapes passe une PS ?)
 - 4.2. Dimension organisationnelle (méso) axée sur le système de protection sociale et de services sociaux. (P.ex. Dans quelles logiques et avec quels moyens évoluent les programmes sociaux et les intervenants ? Pourquoi y a-t-il des tensions entre le secteur public, les groupes communautaires et les entreprises offrant des services ? ou entre les gestionnaires, les intervenants et les usagers ? Quel est le lien entre les politiques sociales et les pratiques sur le terrain?)
5. Se sensibiliser aux logiques d'actions de divers « acteurs » sociaux, politiques et économiques et à leur influence sur les politiques et les pratiques sociales au Québec.

DÉMARCHE DU COURS ET QUESTIONS CLEFS DE COMPRÉHENSION

Dans les premiers cours, nous aborderons des **notions historiques et théoriques** :

- ◆ Quelles sont les grandes phases de développement des PS en Occident et au Canada ?
- ◆ Au Québec, quel est le rôle de l'État fédéral et de l'État provincial ?
- ◆ Quelles notions théoriques importantes aident à comprendre les solutions politiques proposées aux divers problèmes sociaux d'aujourd'hui?

Ensuite, nous examinerons **des dossiers spécifiques de politiques** en portant attention à ceci:

- ◆ Quelle est l'origine de cette politique (mise en relief des acteurs, de leurs demandes et leurs intérêts, des conflits) et comment a-t-elle évolué ?
- ◆ Quelles sont les caractéristiques objectives de cette politique (fédérale-provinciale, budget et ressources, lois et programmes associés, règles d'application, etc.) ?
- ◆ Quels sont les enjeux rattachés à cette politique (quels groupes s'affrontent, quels groupes s'allient, pourquoi, où se situent les travailleuses et travailleurs sociaux) ?
- ◆ Quelle portée a cette politique sur l'intervention des travailleuses et travailleurs sociaux et, au ultimement, sur les populations ciblées ?

PÉDAGOGIE ET MATÉRIEL

- ◆ Exposé magistral avec support visuel, où les questions en classe sont bienvenues.
- ◆ Lectures à la maison et révision de certains textes en classe : **lire avant le cours** afin de nourrir les discussions en classe.
- ◆ Exercices en classe pour s'approprier la matière et encourager le débat.
- ◆ Nous incitons fortement à suivre les débats sur les politiques sociales dans les médias, puisque ces débats alimentent les échanges et les exercices en classe.
- ◆ La **présence en classe** est importante **pour toutes ces raisons**.
- ◆ Possibilité de projections vidéo et d'un invité qui viendra faire un exposé.
- ◆ Nous aurons souvent recours à des acronymes, avatar du langage bureaucratique!

Le matériel pédagogique de base est constitué de :

- **Des textes et des feuillets complémentaires disponibles sur MOODLE.**
- **Le bulletin SSQ sur les lois sociales 2017** que vous devez télécharger :
- <https://ssq.ca/documents/10658/23678/Bulletin+SSQ+sur+les+lois+sociales+2016+-+FR/15ed19c3-54df-4c40-b1c9-245634607fce>
- **L'activation de vos adresses courriel UQAM** que vous devez consulter régulièrement.

Politique 44 sur la situation de handicap et mesures d'accommodement.

Les étudiants, étudiantes ayant une déficience visuelle, auditive ou motrice, un trouble d'apprentissage ou de l'attention, un trouble envahissant du développement ou de santé mentale qui ont une lettre *d'Attestation des mesures d'accommodements académiques* obtenue auprès d'un conseiller de l'Accueil et soutien aux étudiants en situation de handicap (ASESH) doivent rencontrer leur professeur au début de la session afin que des mesures d'accommodement en classe ou lors des évaluations puissent être mises en place. Ceux,celles qui n'ont pas cette lettre doivent contacter l'ASESH au 514-987-3148 ou se présenter au local J-M870 le plus tôt possible.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Règlement no 18 sur les infractions de nature académique / plagiat

Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document, ou toute tentative de le commettre à l'occasion d'un examen ou d'un travail constitue une infraction au sens du règlement no 18. Pour plus d'information sur les infractions ou comment les prévenir : <http://r18.uqam.ca>
À titre indicatif, est une infraction : l'utilisation totale ou partielle du texte d'autrui sans indication de référence ; la transmission d'un travail déjà transmis pour fin d'évaluation académique; l'utilisation pendant un examen de la copie d'autrui; l'obtention de toute aide non autorisée.

- 1) **Un rapport de lecture à faire en classe, en groupe (10%).** Le but est de répondre à des questions sur un texte (choisi 1 semaine d'avance), se préparant ainsi aux examens.
- 2) **Un examen individuel en classe « à livres fermés » (30%).** Des questions à réponses courtes visent à vérifier vos connaissances historiques et théoriques de base sur les PS.
- 3) **Un examen individuel à la maison « à livres ouverts » (30%).** Ce sont des questions à développement sur la matière théorique appliquée à une politique spécifique. L'étudiant, étudiante y montre sa compréhension de la matière, sa capacité de lecture et de recherche de la documentation du cours, une pensée structurée. Le feuillet de questions vous est remis 2 semaines à l'avance; espace de réponse limité. ATTENTION au plagiat.
- 4) **Un examen individuel en classe « à livres ouverts » (30%).** Ce sont 1-2 questions à développement long sur 1-2 politiques. L'étudiant, étudiante y montre sa compréhension de la matière du trimestre, sa capacité à saisir l'essentiel, une pensée structurée.

Autres éléments importants d'évaluation :

-La mention **E (échec) dans une des composantes** d'évaluation peut venir moduler la note finale. C'est pourquoi il faut **prendre rendez-vous avec la professeure** dans ce cas.

-Tout retard dans les travaux ou absence aux examens sans motif majeur (maladie ou décès, avec pièce justificative) ne peut justifier de délai ou de reprise.

-Voici les critères de correction et la grille de notation :

- ◆ (R) Raisonnement : cohérence & capacité de saisir l'essentiel (critère majeur : 40 à 50 %)
 - ◆ (C) Contenu: mise en relief de la matière & exactitude du contenu (40 à 50 %)
 - ◆ (F) Forme : présentation & rédaction française (critère mineur : 10 à 15 %)
- (Pour les questions courtes, le critère C est prépondérant, 80-90%)

A- A A+ : excellent en tout (R) Pensée rigoureuse, *raisonnement* cohérent sur la matière (C) Suivi complet des directives, utilisation nuancée de la documentation, pas/peu d'erreurs de *contenu, profondeur*, originalité (F) Pas/peu de fautes, style fluide, présentation très claire.

B- B B+ : très bien (répond à une grande partie des exigences)

C- C C+ : bien (répond en partie aux exigences, plutôt inégal, rédaction moins soignée)

D D+ : passable (peu d'éléments de réponse, manque de compréhension, contradictions)

E : échec (R) Mal structuré, plutôt confus (C) Contenu très insuffisant ou erroné, ne suit pas les directives, passe à côté de la question (F) Français boiteux.

Un tableau de conversion des notes (lettres - pourcentages) apparaît sur le site de l'École :

<http://travaissocial.uqam.ca/fichier/document/etudiants/GrilleNotationTS.pdf>

Consultation des travaux et examens corrigés (Règlement 7.5 de la Faculté). Durant le trimestre la correction a lieu en classe; après, sur rendez-vous ou en joignant une enveloppe timbrée.

Politique 16 sur le harcèlement

Le harcèlement sexuel est un comportement à connotation sexuelle unilatéral et non désiré ayant pour effet de compromettre le droit à des conditions de travail et d'études justes et raisonnables ou le droit à la dignité. La Politique 16 identifie divers comportements de ce type. Pour plus d'information : http://www.instances.uqam.ca/ReglementsPolitiquesDocuments/Documents/Politique_no_16.pdf
Pour rencontrer une personne ou faire un signalement, contacter le Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement : 514-987-3000 # 0886 ou <http://www.harcelement.uqam.ca>

Politique 23 d'évaluation des enseignements

L'université prévoit que les étudiants, étudiantes puissent faire une évaluation de l'enseignement dispensé durant la session au moyen d'un questionnaire en ligne, à remplir la 12 ou 13e semaine.

CALENDRIER DES SÉANCES DE COURS

SÉANCE 1 (5 sept.) *Présentation du plan de cours, entente sur l'évaluation & introduction*

Qu'est-ce qu'une politique sociale ? un système de protection sociale ? Quelles sont ses causes principales : l'économie, le rôle de l'État (État providence), les acteurs collectifs, l'histoire, les valeurs morales ? La particularité Canada-Québec. Liens avec le travail social.

Lecture en classe :

- Texte 1** DUMAIS (2016). « Les politiques sociales au Canada et au Québec... », 1-7.
- Video** P.Fortin (2012) Cinq décennies de développement économique [au Québec] (15 de 27 min.) <https://www.youtube.com/watch?v=mSMfscB82Y4>

SÉANCE 2 *Évolution historique du providentialisme et des politiques sociales (PS)*

De l'origine à l'apogée des PS et de l'État-providence. Comparaisons entre pays occidentaux. Typologies d'État-providence (Titmuss & Esping-Andersen). Démarchandisation, défamilialisation. Droits et reconnaissance. L'État d'investissement social. Types de protection sociale (philanthropie, assurance, assistance publique; prestations monétaires ou de services). Éléments historiques Canada-Québec.

- T2** MAJNONI D'INTIGNANO (1993). « Aux origines de l'État-providence », 18-30.
- T3** GROULX (2005). « Les typologies d'États providence », 72-81.

Textes supp:

- T4** PALIER (2012). « La stratégie d'investissement social », p. 19-28.
- T5** FERRETTI (2011) « Du devoir de charité au droit à l'aide publique... », 15-39.

SÉANCE 3 *Les acteurs collectifs, leurs positions idéologiques et leurs intérêts*

Grandes catégories d'acteurs (politiques, sociaux et économiques, médiatiques) et sous-catégories (professions, syndicats, cadres, associations, usagers). Pourquoi les acteurs sont en conflit ou alliance (ou coalition). Quatre grands *secteurs* d'action : l'État, le marché, le tiers secteur, la famille. Quels principes d'action les distinguent ? Illustrations et discussion : où sont les travailleuses et travailleurs sociaux ?

Texte supp :

- T6** BERNIER et LACHAPPELLE (2010). « L'étude des politiques gouvernementales », 9-35.

Rapport de lecture (10 %) : 30 minutes en début de séance

SÉANCE 4 L'État et les politiques sociales aujourd'hui, au Québec et au Canada

Crise et transformation de l'État-providence (1980-). Rôle de l'État fédéral et du tiers secteur au Québec. Influence des partis politiques et de la société civile. Néolibéralisme, néoconservatisme.

-T7 FORTIN. (2006). « Quand plus rien ne va... », 345-353 (voir schéma p.352)

-T8 NOËL. (2007). « Gouverner à plusieurs. La protection sociale au Canada ... », 17-27.

-T9 VAILLANCOURT. (2011). « Le modèle québécois de politiques sociales » 18-21

SÉANCES 5 À 14 Études de dossiers spécifiques de politiques au Québec

SÉANCE 5

Dossier 1: L'assurance-emploi

Origine et type de programme. Évolution des objectifs et des moyens. Rôle du gouvernement fédéral et des acteurs en présence. Effets sur la population et sur l'intervention sociale.

- T10 CAMPEAU (2001) « De l'assurance-chômage à l'assurance-emploi », 303-309.

- T11 DUMAIS (2015) « Mesures sociales et fiscales liées à la pauvreté », p. 179-206

SÉANCE 6,7 Études de dossiers spécifiques de politiques au Québec

Dossier 2: L'assistance sociale, une lutte fluctuante contre la pauvreté

Évolution du programme d'assistance de « dernier recours » au Québec. Mesures sociales passives et actives. Complexité de la lutte à la pauvreté et à l'exclusion. Un partage de responsabilités élargi de l'État avec le tiers secteur et les régions (*welfare mix*). Nouveau rôle des intervenants auprès des prestataires : accompagnement et insertion. Lois importantes.

-T12 ULYSSE et LESEMANN (2004). « L'évolution du système d'aide ..., ch. 2 », 41-62.

-T13 NOËL (2011). « Une lutte inégale contre la pauvreté et l'exclusion sociale », 103-110.

Textes Supp :

-T14 PROVENCHER ET TURCOTTE. (2015) « L'aide à l'insertion professionnelle des personnes inscrites à l'assistance sociale au Québec » 53-70

<https://www-erudit-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2443/fr/revues/ss/2014-v60-n2-ss01652/1027990ar.pdf>

Examen individuel en classe (30 %) au début de la séance 7

SEMAINE DE LECTURE du 23 au 27 octobre

SÉANCE 9

Dossier 3: Protection et services aux personnes handicapées

Sécurité du revenu et compensation des coûts du handicap. Situations de handicap et modèle médico-social de réadaptation. Besoins spécifiques et spécialisation des services. De l'intégration à la participation à l'inclusion. La politique *À part entière*. Reconnaissance et droits dans les P.S.

-T15 BOUCHER (2005). « La régulation sociopolitique du handicap au Québec », 145-154.

Distribution des directives pour l'examen-maison à la fin de la séance 9

SÉANCES 10,11

Dossier 4 : Politique de santé et bien-être et système de santé et des services sociaux

De l'hygiène publique aux déterminants sociaux de la santé et du bien-être. A-t-on amélioré la santé depuis la création du réseau public en 1970 ? Organisation des services sociaux et de santé au Québec (les services sociaux dans un système hospitalo-centrique : défis récurrents). Les acteurs collectifs et leurs alliances. L'organisation et ses effets sur la population (patients, citoyens), les intervenants (et leurs pratiques) et sur l'État : logique d'établissement, (dé)centralisation, intégration de services, nouvelle gestion publique.

- T16 TURGEON, ANCTIL, GAUTHIER (2003). « L'évolution du Ministère et du réseau », 94-117.
- T17 LEMIEUX (2003). « Les politiques publiques et les alliances d'acteurs, chap. 5 », 119-143.
- T18 RAYNAULT (2014) « Les inégalités sociales de santé..., chap 3.2 », 163-178.
- T19 MSSS (2016) *Le système de santé et de services sociaux. En bref*, 18 p.
<http://sante.gouv.qc.ca/systeme-sante-en-bref/systeme-de-sante-et-de-services-sociaux-au-quebec-en-bref/>

Textes Supp :

- T20 JETTÉ, LÉVESQUE, MAGER et VAILLANCOURT (2002) « L'économie sociale et la Politique de la santé et du bien-être (PSBE), sections 5.3-5.6 », 27-38.
- T21 AUCLAIR (2003). « La politique de la santé et du bien-être : 10 ans après, ch. 5 », 127-154.

Remise de l'examen-maison imprimé à la professeure (30 %) au début de la séance 11

SÉANCES 12,13

Dossier 5 : Protection et services aux personnes âgées

Sécurité du revenu à la vieillesse : des gains notables mais « inégaux ». Quand les gens perdent leur autonomie, qui les héberge ou offre des services domicile ? Les rôles de l'État, du marché, du tiers secteur et de la famille. Intervenir à domicile ou en établissement. Présentation et analyse de deux politiques : *Vieillir et vivre ensemble, Chez soi le premier choix*.

- T22 ROSE (2014) « Revenir à la solidarité intergénérationnelle » p. 24-25.
- T23 BOURQUE, VAILLANCOURT (2012). «Les services à domicile : pour une offre plurielle»,9p.

Texte supp :

- T24 DUMAIS, DUCHARME ET VERMETTE (2008). « Habitation communautaire et personnes vulnérables » p.185-216

Évaluation en ligne des enseignements (voir l'hyperlien fourni par l'université)

SÉANCE 14

Dossier 6 : La politique familiale « exemplaire » ?

Des allocations familiales à la conciliation travail-famille avec soutien financier. Rôle des mouvements sociaux et syndicats dans la 'défamilialisation'. Autres mesures sociales et législatives liées à la famille (P.ex. Loi sur la protection de la jeunesse)

- T25 VAILLANCOURT, AUBRY, JETTÉ et TREMBLAY (2001). « Les services de garde à la petite enfance : de la sélectivité à la quasi-universalité, ch. 2.1 », 33-38.
- T26 GODBOUT et ST-CERNY (2008). «Comparaisons, réflexions et conclusion, ch. 11 », 234-240.

SÉANCE 15 (12 décembre)

Examen en classe (30%) durant toute la séance 15

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Documents gouvernementaux & associatifs

- BOUCHER, J.- Émile (1963). *Rapport du Comité d'étude sur l'assistance publique* (connu sous le nom de Rapport Boucher), Québec, Gouvernement du Québec, 230 p.
- CASTONGUAY, Claude et Gérard NEPVEU (1967 à 1972). *Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social*, vol. I à VII, Gouvernement du Québec. Vol I (1967): *L'assurance-maladie*, Vol V (1971): *La sécurité du revenu*, Vol VI (1972): *Les services sociaux*.
- CLAIR, Michel *et al.* (2000). *Les solutions émergentes. Rapport et recommandations*, Rapport de la Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux, Gouvernement du Québec, décembre 2000, 411 p.
- CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE (CSBE) (2004). *L'analyse des impacts des politiques gouvernementales sur la santé et le bien-être*, Sainte-Foy, CSBE, 65 p.
- FORUM NATIONAL SUR LA SANTE. (1997). *La santé au Canada: un héritage à faire fructifier*, Ottawa, Santé Canada, Vol. I: Rapport final, 36 p. & Vol. II: Rapports de synthèse et documents de référence (http://www.hc-sc.gc.ca/francais/soins/forum_sante/publications/finvol2/index.html)
- GOUVERNEMENT DU CANADA (1973). *Document de travail sur la sécurité sociale au Canada*, [Document souvent appelé "Livre orange"], Ottawa, Gouvernement du Canada, 57 p.
- GOUVERNEMENT DU QUEBEC (1992). *La politique de la santé et du bien-être*, Québec, 191 p.
- GOUVERNEMENT DU QUEBEC (2001). *L'action communautaire une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, Québec, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 59 p.
- MARSH, L.C. (1943). *La sécurité sociale au Canada*, Edmond Cloutier, Ottawa.
- MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE et MIN. DE L'EDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT (2007). *Le pacte pour l'emploi*, Québec, 31 p.
- MINISTERE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX et SOCIETE D'HABITATION DU QUEBEC (2008). *Cadre de référence sur le soutien communautaire en logement social*, Québec, 57 p.
- OFFICE DES PERSONNES HANDICAPEES DU QUEBEC (2009). *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité. Politique gouvernementale pour accroître la participation sociales des personnes handicapées*, Drummondville, 69 p.
- ROCHON, Jean (1988). *Rapport de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux*, [connu sous le nom de Rapport Rochon], Québec, Les Publications du Québec.

Documents universitaires & de recherche

- ASTIER, Isabelle (1997). *Revenu minimum et souci d'insertion*, Paris, Desclée de Brouwer, 276 p.
- AUCLAIR, René 2003. Introduction à la sécurité sociale au Québec, Sainte-Foy, P.U.L.
- BEAUPRÉ, Louis (1984). « Politiques sociales au Québec », *Intervention*, 69 (juillet) : 3-10.
- BELLOT, Céline, Maryse BRESSON et Christian JETTÉ, dir. (2013). *Le travail social et la nouvelle gestion publique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 245 p.
- BELAND, François, André-Pierre CONTANDRIOPOULOS, Amélie QUESNEL-VALLEE, Lionel ROBERT, s.l.d. (2008). *Le privé dans la santé. Les discours et les faits*. Montréal, PUM, 472 p.
- BELANGER, Jean-Pierre (1992). « De la Commission Castonguay à la Commission Rochon... Vingt ans d'histoire de l'évolution des services de santé et des services sociaux au Québec », *Service social*, vol. 41, no 2, 49-70.
- BERNIER, Nicole F. (2003). *Le désengagement de l'État providence*, Montréal, PUM, 271 p.
- DUFOUR, Pascale, BOISMENU, Gérard et Alain NOEL (2003). *L'aide au conditionnel : La contrepartie dans les mesures envers les personnes sans emploi en Europe et en Amérique du Nord*, Montréal, PUM, 251 p.
- ESPING-ANDERSEN, Gosta (1999). *Les trois mondes de l'État-providence. Essai sur le capitalisme moderne*, Paris, PUF, coll. Le lien social, 310 pages. [traduction de Esping-Andersen (1990)].
- ESPING-ANDERSEN, Gosta, avec Bruno PALIER. (2008). *Trois leçons sur l'État-providence*, France, Seuil / République des idées, 135 p.
- GAGNON, Alain-G., s.l.d. (2006). *Le fédéralisme canadien contemporain. Fondements, traditions, institutions*, Montréal, PUM, 559 p.

- GROULX, Lionel.-H. (2005). *Revenu minimum garanti. Comparaison internationale, analyses et débats*, Sainte-Foy, PUQ, 360 p.
- GUEST, Dennis (1993). *Histoire de la sécurité sociale au Canada*, Montréal, Boréal, 483 p.
- JETTÉ, Christian (2008). *Les organismes communautaires et la transformation de l'État-providence : trois décennies de coconstruction dans le domaine de la santé et des services sociaux*, Montréal, PUQ, 422 p.
- JETTÉ, Christian, Benoît LÉVESQUE, Lucie MAGER et Yves VAILLANCOURT (2002). « La crise et la transformation de l'État-providence, chap. I.5 », *Économie sociale et transformation de l'État-providence*, Ste-Foy, PUQ, 23-38 / 15 sur 202 p. ISBN 2-7605-1087-5
- LEFÈVRE, Sylvain, Gérard Boismenu et Pascale Dufour (2011). *La pauvreté. Quatre modèles sociaux en perspective*, Montréal, PUM/Champ libre, 209 p.
- LEMIEUX, V., P. BERGERON, C. BÉGIN, G. BÉLANGER, s.l.d. (2003). *Le système de santé au Québec*, Sainte-Foy, PUL, 507 p.
- LEMIEUX, Vincent. (2002) [1995]. *L'étude des politiques publiques*, Ste-Foy, PUL, 185 p.
- MERRIEN, Francois Xavier (1997). *L'État-providence*, Paris, PUF / Que sais-je, 128 p.
- NOËL, A. et M. FAHMY (dir.) (2014). *Miser sur l'égalité*, Québec, Fides, 271 p.
- NOËL, Alain (2010) [2008]. *La gauche et la droite. Un débat sans frontières*, Montréal, PUM /Champ libre, 335 p. ISBN 978-2-7606-2142-8
- PAQUIN, S., L. BERNIER, G. LACHAPPELLE (dir) (2010). *L'analyse des politiques publiques*, Montréal, PUM, 426 p.
- PAUGAM, Serge, dir. (2011/2007). *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, Paris, Presses Universitaires de France / Quadriga, 980 p.
- PROULX, J. ET L. Dumais. (2006). *Rapport Synthèse : Portrait Des Besoins Et Dynamiques De l'offre De Services Aux Personnes Ayant Des Incapacités Dans Dix-Sept Régions Du Québec*, Les Cahiers du LAREPPS, No 06-10, Uqam, Février, 34p.
- ROUZEAU, M. (2016). *Vers un État social actif à la française ?* Rennes : Presses de l'EHESP, 169p.
- TREMBLAY, PIERRE P. (2012) *L'administration contemporaine de l'État, Une perspective canadienne et québécoise*, Québec, PUQ, 684 p.
- VAILLANCOURT, Y. (1988). *L'évolution des politiques sociales au Québec 1940-1960*, Montréal, PUM, 502 p.
- VAILLANCOURT, Y. AUBRY, F. et C. JETTE, s.l.d. (2003). *L'économie sociale dans les services à domicile*, Québec, PUQ, 341 p.
- VINET, J. et D. FILLION, avec la coll. de L. DUMAIS et L. GAUDREAU (2015). *Pauvreté et problèmes sociaux*, Montréal, Fides Éducation, 254 p.

Revue universitaires & centres de recherche au Canada (généralement sur internet)

Canadian Review of Social Policy /Revue canadienne de politique sociale

Liens social et Politiques – RIAC

Nouvelles pratiques sociales

Service Social

Cahiers du LAREPPS (Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales, UQAM)

Caledon Institute of Social Policy (Ottawa)

Canadian Policy Research Networks / Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques

Centre canadien de politiques alternatives / Cdn Centre for Policy Alternatives

Centre d'études sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE)

Centre de recherche sur les Politiques et le Développement social (CPDS) (Université de Montréal)

Conseil canadien de développement social (CCDS) (Ottawa)

Conseil national de santé et bien-être (Ottawa, organisme consultatif du gouvernement fédéral)

Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) (Montréal)

Institut du nouveau monde (INM) (Montréal)

Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)

Institut de recherche en économie contemporaine (IREC)